



Distr.: GENERALE
CEA-AN/AH/Rio+20/1
Mars 2012

Original: FRANÇAIS

NATIONS UNIES
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Réunion d'experts

Rio+20 : Avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord

Rabat, Maroc, 7 mars 2012

Aide – mémoire

Contexte et justification

1. En 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a adopté une résolution pour tenir la prochaine conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) au Brésil en juin 2012. Ce Sommet qui se tiendra du 20 au 22 juin 2012, 20 ans après l'adoption de l'Agenda 21 s'est fixé trois objectifs majeurs :

- ✓ Le renouvellement des engagements politiques en faveur du développement durable ;
- ✓ L'évaluation des progrès réalisés et des contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des recommandations des principaux sommets sur le développement durable ;
- ✓ L'analyse des nouveaux défis et des opportunités.

La conférence abordera en outre deux thèmes principaux:

- (i) l'économie verte dans un contexte de développement durable et de réduction de la pauvreté ;
- (ii) le cadre institutionnel et stratégique pour le développement durable.

2. La Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), joue un rôle clé dans l'appui à la mise en œuvre du programme de développement durable au niveau régional et sous régional, conformément au mandat qui lui a été donné par le Sommet Mondial sur le Développement Durable et l'AGNU. Elle intervient notamment à travers le Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable, créé en 2007 par la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique. Ce comité sert de cadre pour l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements du développement durable. La CEA a institué le rapport biannuel sur le développement durable en Afrique en tant qu'outil de suivi et de plaidoyer. La CEA a publié en 2011 son quatrième rapport sous le thème « Gérer la base des ressources naturelles pour un développement durable en Afrique » et vient de lancer la préparation de la 5ème édition consacrée au thème de la croissance verte.

3. Pour appuyer l'Afrique dans sa préparation à la conférence, la CEA pilote depuis 2010, en collaboration étroite avec les organisations régionales et sous régionales ainsi que les partenaires au développement, notamment la BAD, le PNUD, le PNUE et UNDESA, le processus préparatoire africain pour RIO+20 qui a conduit à :

- ✓ l'élaboration de plusieurs rapports portant sur: la mise en œuvre du DD, les cadres stratégiques et institutionnels, les défis émergents, le changement climatique et l'économie verte;
- ✓ l'organisation de réunions sous régionales et régionales pour faciliter les consultations et la coordination ;
- ✓ La préparation d'une déclaration africaine commune pour Rio+20 qui sera soumise pour adoption au Sommet de l'Union Africaine en 2012.

4. Au cours de la décennie écoulée, les pays africains ont enregistré des taux de croissance réels et positifs malgré la crise financière et économique. Le taux de croissance global du PIB était de 4,7% en 2010 et devrait atteindre 5,7% en 2011 (CEA, 2011). Toutefois, cette amélioration ne s'est pas traduite par des acquis sociaux en termes de réduction du chômage, de la pauvreté et des inégalités (l'Afrique est la région la moins performante dans la lutte contre la pauvreté, la pauvreté extrême a augmenté), au regard de la croissance démographique élevée¹. Cette situation masque également l'épuisement continu des ressources naturelles et l'augmentation du niveau de pollution. (Rapport économique sur l'Afrique 2011, CEA). En dépit de leur richesse et de leur forte valeur économique, les ressources naturelles continuent à se détériorer. Six des 25 hauts lieux de la biodiversité reconnus mondialement se trouvent en Afrique. Les effets du changement climatique et des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes se font déjà ressentir sur les ressources humaines, les écosystèmes et les moyens de production (eau, terres, biodiversité). La dégradation des terres devrait se poursuivre (dans certains pays plus de 50% de la population vit aujourd'hui sur des terres dégradées). La sécurité alimentaire s'est détériorée en raison des catastrophes naturelles, de la faiblesse de la productivité agricole, des politiques publiques inadaptées et des conflits. L'indice de production alimentaire a globalement augmenté mais reste faible par rapport aux normes mondiales.

5. En 2011, dans le cadre du processus africain préparatoire pour Rio+20, L'Union du Maghreb Arabe a piloté, avec l'appui technique et financier de la CEA et de la BAD, l'élaboration de la revue sous régionale de la mise en œuvre du développement durable en Afrique du Nord. Le rapport élaboré par un consultant a été soumis lors d'une réunion consultative aux experts de la sous région. Leurs recommandations ont permis la finalisation du rapport. Cette initiative a pour but de s'assurer que les enjeux, les priorités et les attentes de la sous région seront pris en compte dans les résultats de Rio+20.

6. La revue de la situation des activités liées au développement durable en Afrique du nord a mis en évidence les progrès réalisés mais aussi les défis majeurs qui persistent. Les économies peu diversifiées, à faible valeur ajoutée restent vulnérables face aux chocs externes et ne créent pas suffisamment d'emplois durables. Selon les données 2010 du BIT², le taux de chômage moyen en Afrique du nord est estimé à 9,8%. Le chômage des jeunes (~23,6% en 2010) et des femmes (15% contre 7,8% pour les hommes) est particulièrement préoccupant. La pauvreté relative et les inégalités persistent. Sur le plan environnemental, la région est marquée par l'épuisement des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. Des efforts soutenus doivent encore être faits pour atteindre l'objectif 7 des OMD « Assurer un environnement durable ». Les impacts du changement climatique et des catastrophes naturelles qui lui sont liées sont déjà perceptibles : pénurie des ressources en eau, accentuation de la désertification et de la dégradation des terres, baisse de la productivité agricole.

¹ L'Afrique compte près d'un milliard d'habitants, soit 15% de la population mondiale. L'accroissement démographique devrait rester bien au dessus de la moyenne mondiale durant les décennies à venir (FNUAP, 2011).

² Rapport 2011 de l'OIT sur l'Afrique du nord : mettre les jeunes au centre des préoccupations.

7. De nombreuses études et travaux menés ces trois dernières années (OCDE, PNUE, OIT, ONUDI, FAO, CNUCED, BAD, UNRISD...) montrent que la lutte contre le changement climatique et la transition vers une économie verte pourraient offrir des solutions pour relever les défis liés à la protection de l'environnement, l'utilisation efficiente des ressources naturelles, la création d'emplois durables, la diversification économique et la promotion de la compétitivité industrielle. Le PNUE définit l'économie verte comme une économie qui entraîne une amélioration du bien être humain et de l'équité sociale tout en réduisant les risques environnementaux et la pénurie des ressources». C'est donc une économie qui renforce la convergence entre les trois piliers du développement durable. Toutefois, cette transition n'est pas sans risques et sa réussite dépendra de la capacité des pays à engager les réformes adéquates. Celles-ci vont nécessiter une modification des comportements (pratiques durables, options technologiques propres), un ajustement des instruments économiques et réglementaires, notamment pour soutenir l'innovation requise, le développement de nouveaux mécanismes de financements, en cohérence avec les priorités stratégiques nationales et régionales. L'accroissement de l'intégration régionale et le renforcement des partenariats internationaux viendraient soutenir cette démarche et permettraient de promouvoir le transfert de technologies, réduire les obstacles aux échanges et favoriser l'investissement.

8. Bien que des incertitudes et des craintes persistent, une majorité des pays industrialisés se montre plutôt favorable à l'économie verte. L'Union européenne (UE) qui vient d'élaborer sa nouvelle stratégie de croissance verte estime même que la transition vers ce type de modèle économique est un impératif. Le douzième plan quinquennal de la Chine (2011-2015) témoigne d'un engagement renforcé vers la mise en œuvre d'une économie verte. De leur côté, les pays en développement craignent que l'économie verte ne serve de prétexte à la mise en œuvre, par les pays industrialisés, d'un protectionnisme vert « justifiant » de nouvelles barrières protectionnistes ou des conditionnalités à l'aide au développement.

9. Selon le dernier rapport du PNUE (2011), les perspectives liées à l'économie verte semblent se confirmer dans plusieurs secteurs d'activités qui renferment à long terme un potentiel de croissance économique et de développement social certain (Energies renouvelables (ER) et efficacité énergétique (EE), agriculture durable, industrie, gestion de l'eau, gestion des déchets, transports propres, Finance, assurances..).

10. Dans ce contexte, la région mène déjà des actions dans plusieurs domaines (ER et EE, agriculture durable, gestion des ressources en eau, valorisation des déchets, transport propres, villes vertes). Elle doit désormais s'attacher à développer une stratégie plus globale pour mieux évaluer les possibilités, les défis et les réformes liés à cette transition et créer les conditions cadre pour le développement des secteurs les plus profitables et l'implication de tous les acteurs, à tous les niveaux. Sans y voir un impératif urgent et de court terme, l'Afrique du nord considère l'économie verte comme une opportunité à saisir, notamment pour favoriser la création d'emplois nouveaux.

Objectifs de la réunion ad hoc d'experts

11. L'objectif principal de la réunion d'experts est de renforcer l'engagement en faveur des questions prioritaires de développement durable (DD) et définir une meilleure approche qui ne se limite pas aux seules questions environnementales mais s'intéressera à la relation entre les trois piliers du DD et en particulier la dimension humaine. Ce sera là l'un des grands défis de Rio+20, particulièrement si l'on veut accélérer les progrès vers la réalisation des OMD, à trois ans de l'échéance de 2015.

12. La réunion fait partie intégrante de la 27^{ème} session du Comité Intergouvernemental d'Experts qui se tiendra du 6 au 9 mars 2012 et qui comprend une table ronde sur le thème « *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance dans le monde : le rôle de l'Afrique du Nord* », en conformité avec celui de la prochaine conférence des ministres africains en charge du développement économique. Cette table ronde se déroulera le 06 mars 2012 et abordera des questions d'importance, en relation avec le développement durable (compétitivité, diversification, capital humain, économie du savoir...). Pour l'Afrique du nord qui ambitionne de devenir un pôle régional de croissance, ces questions sont essentielles.

13. Plus spécifiquement, l'atelier permettra :

- Une analyse des progrès réalisés, des contraintes et des enseignements tirés de la mise en œuvre du développement durable en Afrique du Nord ;
- Un partage d'expériences sur les approches de DD réussies en Afrique du nord ;
- Une discussion autour des questions prioritaires du développement durable et des attentes de la région au regard de Rio+20 ;
- Une concertation élargie avec les acteurs et partenaires clés sur les opportunités, défis et moyens d'action liés à la transition vers une économie verte.

Participants

14. La réunion rassemblera des experts des pays de l'Afrique du nord ainsi que des représentants d'institutions nationales, du secteur privé, d'organisations régionales, de centres de recherche, de la société civile, des collectivités locales ainsi que des représentants du système des Nations Unies et des partenaires au développement.

Déroulement de l'atelier

15. Les travaux de l'atelier se dérouleront durant une journée pleine et une session de restitution des résultats comme suit :

- **Session 1: Les défis du développement durable et les attentes de Rio+20** (07 mars 2012)

Les experts seront informés des principaux résultats du processus régional préparatoire lancé depuis 2010 en Afrique (CEA, BAD, PNUE) et dans la région Arabe (ESCWA, PNUE, Ligue des Etats Arabes). La session mettra également en évidence les enseignements et les approches de DD réussies en Afrique du Nord ainsi que les défis. Un débat sera alors ouvert pour identifier les attentes de la région par rapport à Rio+20.

- **Session 2 : L'économie verte, un défi pour la promotion d'une croissance durable et l'intégration sociale** (07 mars 2012)

L'économie verte est désormais perçue comme un outil qui favorise l'approche intégrative du DD. Au cours de cette session, les aspects liés aux opportunités économiques et sociales de l'économie verte seront analysés mais aussi les défis qui lui sont liés. Un débat sera engagé pour mieux circonscrire la démarche à adopter par les pays en vue d'intégrer cette nouvelle approche dans leurs politiques de développement.

- **Session 3 : Restitution des résultats et présentation des recommandations au CIE** (09 mars 2012)

La rédaction du rapport de la réunion d'experts aura lieu durant la journée du 08 mars et les recommandations seront présentées au CIE le 09 mars 2012.

Résultats attendus

16. A l'issue des travaux de la réunion Ad hoc d'experts, les résultats attendus sont les suivants :

- Un échange d'informations sur le processus régional préparatoire pour Rio +20, les avancées et les défis de la région en matière de développement durable ;
- Un consensus sur les attentes de l'Afrique du nord pour Rio+20 ;
- Des orientations pour la formulation d'une feuille de route visant à mieux appréhender les potentialités et les défis liés à la transition vers une économie verte.

Produits

17. A l'issue de l'atelier, les produits suivants seront réalisés et diffusés.

- Le rapport de l'atelier qui inclura les principales conclusions et recommandations ;
- Les communiqués de presse ;

Documentation et langues de travail

18. Le programme de la réunion d'experts sera communiqué aux participants dans les délais. Les travaux de l'atelier se dérouleront en français, arabe et en anglais, avec une interprétation simultanée.

Dates et lieu de la réunion

19. La réunion d'experts se déroulera le 07 mars 2012 à l'hôtel Tour Hassan de Rabat, au Maroc. Elle interviendra après la table ronde (06 mars 2012). Les résultats et recommandations de la réunion seront présentés au CIE le 09 mars 2012.

Personnes à contacter

20. Les informations relatives à l'organisation de la réunion peuvent être demandées auprès de :

Coordination :

Mme Marieme Bekaye

Chargée du Développement durable, CEA-Afrique du Nord

Tel : 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29

mbekaye@uneca.org

Organisation et logistique :

Mme Naima Sahraoui

nsahraoui@uneca.org

Tel : (212) 537 71 78 29 / 537 71 56 13

Documentation :

M. Mohammed Mosseddek

Assistant de recherche

Tel : 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29

mmosseddek@uneca.org